L'abandon d'enfant en Ukraine avant et après la dissolution de l'URSS (1917-2016)

Child abandonment in Ukraine before and after the collapse of the USSR

Olha Mykytyn-Gazziero

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rhei/4059>

DOI : 10.4000/rhei.4059

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 22 novembre 2017

Pagination : 119-145

ISBN : 978-2-7535-6467-1

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Olha Mykytyn-Gazziero, « L'abandon d'enfant en Ukraine avant et après la dissolution de l'URSS (1917-2016) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 19 | 2017, mis en ligne le 27 novembre 2019, consulté le 08 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/4059> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.4059>

L'abandon d'enfant en Ukraine avant et après la dissolution de l'URSS (1917-2016)

Le présent article propose d'analyser les trajectoires sociales des filles-mères confrontées à l'abandon d'enfant dans le contexte des politiques et des pratiques d'assistance à l'enfance en Ukraine avant et après la dissolution de l'URSS. Recueillis lors d'une enquête de terrain entre 2006 et 2010, les parcours singuliers des mères font apparaître des contraintes structurelles liées à leur absence de choix dans certaines situations sociales et familiales, et soulignent les préjugés sociaux à l'encontre des mères adolescentes ou célibataires. Ils aident à comprendre les rapports de pouvoir et le rôle des institutions dans le recours des mères à l'abandon d'enfant. Peu documentée, la question de l'abandon d'enfant dans les pays post-soviétiques conduit à réfléchir sur l'héritage du système d'assistance à l'enfance mis en place depuis l'URSS.

This article analyses the social trajectories of unmarried mothers faced with abandoning their child under child assistance policies and practices in Ukraine before and after the collapse of the USSR. These personal trajectories, recorded during fieldwork from 2006 to 2010, reveal structural constraints caused by the mothers' lack of choice in certain social and family situations, and highlight the social prejudices towards teenage and unmarried mothers. They help explain power relationships and the role of institutions in mothers' decision to abandon their child. The abandonment of children in post-Soviet countries is poorly documented, but raises questions about the legacy of the child assistance policies followed since the collapse of the USSR.

Mots-clés : abandon d'enfant, fille-mère, politique d'assistance à l'enfance, Ukraine post-soviétique.

Keywords: *child abandonment, unmarried mothers, child assistance policy, post-Soviet Ukraine.*

OIha

MYKYTYN-GAZZIERO

Docteure de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID à Genève), chargée d'études sur l'adoption internationale par les Autorités cantonales d'adoption de la Suisse francophone et l'Office de l'Enfance et de la Jeunesse. Enseignante à l'IHEID.

Dans la plupart des études existantes sur l'abandon d'enfant dans les pays post-soviétiques, dont l'Ukraine, les mères biologiques sont représentées

1. BRUTMAN Victor *et al.*,
« Nekotorye rezul'taty
obsledovaniâ ženšin,
otkazavšihsâ ot svoih
novoroždennyh detej », *Voprosy psichologii*, 5, 1994,
p. 31-36. (rus.); ISSUPOVA
Olga, « The Relinquishment
of Newborns and Women's
Reproductive Rights », *Russian Education and
Society*, 4, 2004, p. 41-58;
VOLYNEC' Ludmila *et al.*,
*Či zjjud'sâ naši doli.
Reintegraciâ bat'kiv i ditej:
perši kroki do usvidomlennâ
problemj*, UNICEF, Kyiv,
2002, 104 p. (ukr.).

2. Abréviations : rus. – en
russe ; ukr. – en ukrainien.

3. Bos Pien, *Once a mother.
Relinquishment and adop-
tion from the perspective
of unmarried mothers in
South India*, Nijmegen,
Ipskamp B.V., 2008, 279 p. ;
REYSSO Fenneke, Bos Pien,
« N'est pas mère qui veut.
Le paradoxe de l'adoption
internationale », *Nouvelles
Questions Féministes*, 1,
2011, p. 28-43.

de manière indirecte¹. D'une part, les études menées au sein des institutions regroupent ces mères sous le profil de la maternité hors norme [rus. *deviantnoe materinstvo*]². Or, la définition même de la maternité dite « déviante » renvoie à un construit basé sur des références culturelles, la normalité sociale et l'intégration de l'individu au sein de la collectivité (par le biais du comportement qui correspond aux normes que la société définit en tant que parentalité). L'acte d'abandon d'enfant est jugé en conséquence comme compromettant les normes sociales en question. De l'autre, ce phénomène est souvent considéré en lien avec l'affaiblissement des politiques familiales pendant la période de la transition des années 1990. Mais dans quelle mesure s'agit-il de rupture ou de continuité dans le cadre des pratiques institutionnelles, notamment en ce qui concerne les filles-mères ?

Un certain nombre d'études menées récemment rompent avec l'approche traditionnelle³. Ce tournant privilégie une approche biographique pour comprendre le parcours des mères confrontées à l'abandon de leur enfant. En plus des raisons bien connues de l'abandon d'enfant qui sont la pauvreté et la naissance hors mariage, cet article propose d'examiner de plus près le rôle joué par les institutions publiques d'Aide sociale à l'enfance dans l'abandon d'enfant en Ukraine avant et après la dissolution de l'URSS. Certaines pratiques institutionnelles paraissent justifiées ou, au contraire, aberrantes selon qu'on les apprécie à l'aune de la situation de la mère, de l'enfant ou du système de protection de l'enfance lui-même. En adoptant une perspective qui situe les mères au centre de l'étude, on doit porter un regard critique sur les rapports qu'elles entre-

tiennent avec les institutions d'assistance publique et sur les différents aspects sociaux et sociétaux qui contribuent à fragiliser la maternité dans certaines circonstances particulières. Qu'est-ce qui pousse une mère à renoncer à son autorité parentale et à la garde de son enfant, ou à abandonner celui-ci à l'Assistance publique⁴? Dans quelles circonstances est prise cette décision? Qui sont les principaux interlocuteurs de la mère? Que se passe-t-il dans la vie d'une femme confrontée à cette décision? Telles étaient les questions qui ont guidé la recherche de terrain conduite en Ukraine entre 2006 et 2010.

Le présent article propose d'analyser les trajectoires sociales des mères confrontées à l'abandon de leur enfant à sa naissance ou peu après. Une mise en perspective historique des pratiques d'assistance à l'enfance du temps de l'URSS jusqu'à celui de l'Ukraine post-soviétique aide à cerner l'évolution du statut des filles-mères et des politiques d'assistance à leur égard. Cette réflexion permet également d'interroger l'héritage des institutions soviétiques en Ukraine et leur influence sur les pratiques d'aujourd'hui.

L'ABANDON D'ENFANT EN URSS (1917-1989)

Depuis la formation de l'État soviétique en 1917, l'abandon d'enfant a été au centre de l'attention des pouvoirs publics. Comme en témoignent les brochures éditées en 1922-1925 par les autorités de la protection de l'enfance de l'URSS, il était même considéré comme l'un des problèmes sociaux les plus sensibles. Les autorités soviétiques voyaient les naissances hors mariage comme le principal motif d'abandon d'enfant⁵. Les

4. En abordant dans cet article l'abandon de nouveau-nés ou de jeunes enfants (de 0 à 3 ans) au chevauchement de l'histoire de l'URSS et de l'Ukraine post-soviétique, il nous a semblé indispensable de différencier, en fonction de leurs nuances sémantiques et des réalités juridiques parfois distinctes qu'ils recouvrent, les termes couramment employés pour désigner cette pratique : [rus. *podkinut' rebenka*/ukr. *pidkinuti ditinu* – fr. *exposer l'enfant* (cf. *enfant trouvé*); rus. *brosit' rebenka*/ukr. *zališiti ditinu* – fr. *abandonner*; rus. *otkazat'sâ ot rebenka*/ukr. *vidmovitisâ vid ditini* – fr. *renoncer à l'autorité parentale à l'égard de l'enfant*]. Par ailleurs, le terme « maison d'enfants », que nous utilisons pour nommer certaines institutions, désigne uniquement les pouponnières destinées à l'accueil des enfants âgés de 0 à 3 ans sous l'égide du ministère de la Santé, tandis que le terme « orphelinat » désigne un foyer d'accueil

des enfants privés de soins parentaux âgés de 4 à 7 ans sous tutelle du ministère de l'Éducation.

5. AKKERMANN A., *Sud nad prostitutkoj*, Narkomzdrav SSSR, Petrograd, Édition d'État Petropečat', 1922, 58 p.; GRINZBURG B., *Sud nad mater'û podkinuvšej rebenka*, Otdel ohrany detstva i materinstva SSSR, Moscou, Zemlâ i fabrika, 1924, 63 p.; VASILEVSKIJ L., *Prostituciâ i rabočââ molodež*, Narkomzdrav SSSR, Moscou, Novaâ Moskva, 1924, 75 p. (rus.). Dans l'Ukraine soviétique des années 1920, le discours des autorités prônait le modèle « d'éducation soviétique communautaire ». La famille était considérée comme progressivement libérée de la fonction éducative confiée aux institutions (voir « Deklaraciâ Narkomosviti USRR pro social'ne vihovannâ ditej » du 1^{er} juillet 1920 de Grin'ko G., Commissaire du peuple à l'éducation en Ukraine soviétique).

6. RANSEL David, *The Family in Imperial Russia*, Chicago, University of Illinois Press, 1978, 342 p.

7. LEBEDEVA V., in GRINZBURG B., *Sud nad mater'û...*, *op. cit.*, p. 6.

8. YVERT-JALU Hélène, « L'avortement en Union Soviétique », *Annales de démographie historique*, 1990, p. 431.

mères célibataires demeuraient socialement marginalisées : elles ne pouvaient pas réclamer de pension alimentaire au géniteur si la reconnaissance de la paternité n'avait pas été prononcée par le tribunal, subissaient le déshonneur, la perte de leur logement et de leur emploi à la naissance d'un enfant « illégitime⁶ ». Elles étaient mises au ban de la société et souvent contraintes à se prostituer pour survivre et payer les frais de nourrice chez qui l'enfant était placé. Pour ces raisons, la pratique de l'exposition d'enfant dans la rue était relativement courante :

Abandon d'enfants ! Ce fait de la société russe d'avant la révolution, n'est « pas encore éradiqué. [...] Le nombre de femmes les moins éduquées et les moins organisées, mais les plus exploitées et ayant les enfants illégitimes – les domestiques – a diminué. [...] Nous sommes submergés par des nouveau-nés trouvés ! Nous avons arrêté le trafic qui permettait de transporter les enfants abandonnés depuis les provinces jusqu'au foyer éducatif d'enfants de Moscou. Nous devons détruire la tradition d'abandon d'enfant [...]. Nous ne devons pas éveiller seulement la pitié à l'égard de la mère qui abandonne son enfant, mais aussi le mépris ! Il faut que d'un acte courant, il devienne un acte obscur dont on a honte. [...] Nous ne devons pas nous limiter à dire à la mère : “n'abandonne pas”, nous devons créer des conditions qui nous permettent d'ajouter : “apporte-nous ton enfant : nous allons t'aider”. Pour le faire nous devons sans fin et encore longtemps augmenter le nombre de nos “Maisons pour mère et enfant” pour que l'expression “mère sans domicile, enfant sans domicile” disparaisse des pages de notre presse et reste dans le passé⁷... »

Au début de l'URSS, la mortalité des enfants abandonnés à la naissance était très élevée dans les hospices, couramment nommés « des fabriques des anges » [rus. *fabriki angelov*]. Les auteurs de brochures publiées par les autorités soviétiques suggéraient que la solution au problème résidait dans la création de structures permettant d'améliorer financièrement et socialement la situation des filles-mères. Le premier recueil des lois relatives à la famille de l'URSS du 16 septembre 1918 promouvait l'égalité absolue des droits et de la filiation entre les enfants légitimes et naturels. Le décret adopté le 18 novembre 1920 légalisait les avortements et le Code de famille du 19 novembre 1926 simplifiait le divorce⁸. Ce furent les premiers actes qui reconnaissaient aux mères non-mariées le droit de déclarer le nom du père à l'état civil et de réclamer une pension alimentaire devant le tribunal. Mais dans la réalité, la

plupart d'hommes refusaient de la payer, et les enfants nés hors mariage étaient toujours exclus du droit à l'entretien⁹. Les autorités de l'époque s'alarmaient des liaisons préconjugales devenues plus fréquentes, ainsi que de la hausse des grossesses hors mariage et des avortements¹⁰. La nouvelle législation favorisait une « liberté des mœurs » bien plus bénéfique à l'homme qu'à la femme. Les femmes battues, abandonnées, veuves ou divorcées se tournaient rarement vers la justice, et lorsqu'elles s'adressaient à une autre autorité, elles n'étaient pas vraiment entendues, comme le rappelle l'historien Wladimir Berelowitch : « Au lieu de porter l'affaire au tribunal, la femme battue va se plaindre au président du soviet, lequel réconcilie tout le monde avec trois verres de vodka¹¹. »

Dans ses travaux sur la politique soviétique de l'assistance à l'enfance, Dorena Caroli constate qu'en raison du nombre important d'enfants abandonnés, les autorités soviétiques ont été confrontées à de grandes difficultés de financement et d'organisation pour assurer leur prise en charge, malgré la création du Conseil de la défense des enfants (1919-1921) et de la Commission pour l'amélioration de la vie des enfants au sein du Comité exécutif (1921-1938¹²). C'est au cours des années 1920 que le système d'aide sociale à l'enfance basée sur les institutions communautaires a été développé. En 1921, Alexandra Kollontaï, qui fut le premier commissaire du peuple à l'Assistance publique entre 1917 et 1918, déclarait :

Le fait est patent qu'en URSS, le nombre des enfants trouvés est encore très « grand. Certes, ce phénomène est dû au fait que chez nous le problème de la maternité n'est pas encore résolu, qu'il n'est encore qu'en voie de résolution. Dans notre difficile période de transition, des centaines de milliers de femmes sont accablées par ce double fardeau : le travail salarié et la maternité. Il n'y a pas assez de crèches, de maisons d'enfants, de maternités, les allocations en argent ne suivent pas la montée des prix sur le marché libre, et tout cela contraint l'ouvrière et l'employée à redouter le fardeau de la maternité, oblige bien des mères à « abandonner » leurs enfants à l'État. Mais cet accroissement du nombre des enfants abandonnés témoigne aussi du fait que les femmes de la république des travailleurs n'ont pas encore pris fermement conscience que la maternité *n'est pas une affaire privée, mais un devoir social*. [...] Plus les mères pourront concilier facilement le travail et la maternité, moins il y aura d'enfants abandonnés¹³. »

9. CARDINAL Nolween, « L'expérience de l'émancipation féminine en Russie soviétique de 1917 à 1936 : un jeu de dupes ? », *Bulletin de l'IPR*, 9, 2000, p. 32.

10. Voir les travaux de Mihail Fenomenov de 1926 sur la société rurale, cités dans BERELOWITCH Wladimir, « La vie du village russe pendant la NEP dans les monographies soviétiques de l'époque », *Cahiers du monde russe et soviétique*, 24, 4, 1983, p. 389-390.

11. BERELOWITCH Wladimir, *ibid.*, p. 390.

12. CAROLI Dorena, « Socialisme et protection sociale : une tautologie ? Enfance abandonnée en URSS (1917-1931) », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 6, 1999, p. 1295 ; CAROLI Dorena, *L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique (1917-1937)*, Paris, Harmattan, 2004, 368 p.

13. KOLLONTAÏ Alexandra, *Marxisme et révolution sexuelle, 1921-1923*, (textes choisis par Stora-Sandor Judith), Paris, La Découverte, 2001, 286 p.

14. Résolution du 27/06/1936, « De l'interdiction des avortements, de l'augmentation de l'aide matérielle aux familles nombreuses, du renforcement du réseau des maternités, des crèches, des garderies, du renforcement de la poursuite criminelle pour le non-paiement d'aide alimentaire et des amendements à la législation relative aux divorces », Comité Central Exécutif de l'URSS et Comité des Commissaires du Peuple de l'URSS.

15. GOLUŠ Grihorij, « Naslidki nimec'ko-radâns'koï vijnj dlâ nepovnoitnih gromadân Ukraïni », *Ukraïns'kij Istorîčnij Žurnall*, 3, 2005, p. 37-50. Le rapport de la commission sanitaire de la ville de Dnipropetrovsk rapporte onze enfants trouvés âgés de moins de deux mois entre juillet et octobre 1944. Rien que pour le territoire de l'Ukraine, et pour la seule année 1946, les organes de tutelle enregistrent 116655 mineurs (*ibid.*, p. 40).

16. Résolution du 23/11/1955, « De l'abolition d'interdiction des avortements », Présidence du Conseil suprême de l'URSS.

17. Résolution du 23/08/1943, n° 901, « Des mesures urgentes de rétablissement des régions libérées de l'occupation allemande », Comité Central Exécutif de l'URSS et des Commissaires du Peuple de l'URSS.

18. GOLUŠ Grihorij, *U viri vijnj. Stanoviše nepovnoitnih gromadân Ukraïni u 1941-1945*, Čerkasy, 2005, ch. 5.2, p. 12. (ukr.).

19. Dont 250 lits à Vorošilov (aujourd'hui Lugans'k) et Dnipropetrovsk, 150 à Zaporîžžja, 130 à Kirovograd, 800 à Kyïv (Kiev), 200 à Poltava, 600 à Stalino (aujourd'hui Donec'k), 125 à Sumy, 500 à Harkiv et 75 à Černigiv.

Avant la Seconde Guerre mondiale les enfants illégitimes et les orphelins étaient les principaux pensionnaires des orphelinats, dont le nombre était en hausse en raison des famines de 1921-1923 et de 1933-1934 (notamment sur le territoire de l'Ukraine soviétique du fait de la collectivisation forcée et des déportations massives des paysans) et de la répression stalinienne des années 1935-1937. La politique démographique de l'URSS prit un tournant pro-nataliste avec l'interdiction légale des avortements dès 1936. La résolution préconisait une peine criminelle de 2 à 3 ans à l'égard des praticiens (médecins ou sages-femmes), une réprobation publique des femmes concernées et une amende en cas de récidive¹⁴. Dans les données relatives au placement, les sources statistiques ne détaillent pas les chiffres concernant spécifiquement la catégorie des nouveau-nés, mais il ne fait aucun doute que le début des années 1940 a été marqué par un pic d'abandons des nouveau-nés, y compris sur le territoire de l'Ukraine soviétique¹⁵. Cette interdiction d'avorter ne fut abolie qu'en 1955¹⁶.

Dès 1943, le Commissariat du peuple à la santé de l'Ukraine soviétique soutint l'ouverture de pouponnières pour des enfants orphelins et abandonnés de 0 à 3 ans¹⁷ dans les territoires libérés de l'occupation allemande¹⁸. En octobre 1944, 67 de ces institutions accueillaient 3 771 jeunes enfants sur le territoire de l'Ukraine centrale et orientale, et en février 1945, leurs effectifs passaient à 6 601 enfants¹⁹. Ces foyers recrutaient des nourrices pour l'allaitement des nouveau-nés.

Parallèlement, en 1945, le Commissariat du peuple à l'éducation avait sous sa responsabilité 107 orphelinats et 25 500 enfants.

La politique démographique de l'URSS a continué à favoriser la hausse du nombre de nouveau-nés placés à l'Assistance publique pendant les années d'après-guerre. À partir de 1944, pour favoriser la natalité, les pères furent libérés des charges et de la responsabilité alimentaire à l'égard de leurs enfants nés hors mariage. Dans le cas des mères non-mariées, l'acte de naissance de l'enfant ne mentionnait plus le nom du père. La même année, le Conseil suprême de l'URSS autorisait les filles-mères à placer leurs enfants dans les maisons d'enfants et dans les orphelinats à la charge de l'État²⁰. Les rapports sanitaires d'avant 1946 indiquent que la part des enfants placés par des mères célibataires représentait plus de la moitié des effectifs des maisons d'enfants de 0 à 3 ans²¹. Pour y remédier, le décret de la présidence du Soviet suprême de l'URSS du 8 juillet 1944 initia l'ouverture en Ukraine centrale et de l'est de maisons d'accueil pour les mères nécessiteuses et leurs enfants (mères célibataires, femmes soldats, rapatriées, sans domicile et sans ressources). Les mères et leurs nouveau-nés étaient accueillis pendant deux à trois mois à la charge complète de l'État et, à la sortie, elles étaient pourvues du minimum nécessaire pour organiser leur vie. Beaucoup de mères sollicitèrent ces structures proposant chacune entre 30 et 40 places d'accueil et ouvertes dans quatre régions : Stalino (aujourd'hui Donetsk), Harkiv, Kirovograd, Dnipropetrovsk et dans la ville de Kyïv²². Mais le projet d'ouvrir des centres similaires pour accueillir 500 mères (selon les besoins estimés à l'époque) dans d'autres régions de l'Ukraine ne fut jamais réalisé²³.

L'esprit de l'éducation collective a guidé les choix en matière de politiques familiales et sociales en URSS. À partir des années 1960, le statut des mères célibataires a été dévalorisé : leurs enfants recevaient les allocations familiales jusqu'à l'âge de 12 ans au lieu de 18 ans pour les enfants légitimes. Le nombre maximal de mères célibataires demandant des allocations en Union soviétique a été enregistré en 1957. À partir des années 1960, elles ont été de plus en plus nombreuses à se décider à placer leurs enfants en institution et à la charge des pouvoirs publics, notamment pour des raisons financières. Dès 1970, la législation de l'URSS a défini le statut de mère célibataire par l'absence du mariage et de la reconnaissance de la paternité²⁴.

Les statistiques concernant l'abandon d'enfant à la naissance en URSS ont été tenues secrètes, et il n'existe pas d'études de ce type de données.

20. Résolution du 08/07/1944, « De l'augmentation de l'aide publique aux femmes enceintes, mères de familles nombreuses et mères célibataires, renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance... », Présidence du Conseil suprême de l'URSS.

21. ZEZINA Maria, « Social'naâ zašita detej-sirot v poslevoennnye gody (1945-1955) », *Voprosy Istorii*, 1, 1999, p. 127-136. (rus.).

22. Kyïv désigne Kiev.

23. GOLIŠ Grihorij, *U viri vijni...*, 2005, *op. cit.*, chap. 5.2, p. 10.

24. Règlement n° 659 du 12/08/1970 relatif à l'attribution et au bénéfice des aides financières aux femmes enceintes, ayant plusieurs enfants ou célibataires, Cabinet des ministres de l'URSS.

Des documents publiés à la fin des années 1980 apportent quelques renseignements, malheureusement insuffisants pour aborder le sujet dans toute sa complexité. Un rapport édité par les autorités soviétiques en 1990 indique que 61 % des enfants abandonnés à la naissance étaient placés par leurs parents, dont plus d'un sur deux par une mère célibataire²⁵. Les filles-mères en URSS étaient souvent déçues de leurs droits parentaux; outre leurs difficultés à subvenir à l'entretien de l'enfant, les institutions d'aide sociale mettaient en cause leur mode de vie :

25. Naučnyj institut issledovanij detstva, *Položenie detej v SSSR: sostojanie, problemy, perspektiva*, Moscou, Sovetskij detskij fond, 1990, 130 p. (rus).

26. *Ibid.*, 1990, p. 90.

27. Appelée aussi Ruthénie, la Transcarpatie est la dernière région annexée à l'Ukraine soviétique par le traité du 26/06/1945, « Traité au sujet de l'Ukraine subcarpatique » et « Protocole annexé au traité conclu entre l'URSS et la République tchécoslovaque au sujet de l'Ukraine subcarpatique ».

La raison la plus répandue du retrait de l'autorité parentale (10 000 parents « par an), ainsi que du placement d'enfant est le comportement amoral et asocial des parents : alcoolisme chronique, mode de vie parasitaire et dépravé [rus. *parazitičeskij i razvratnyj obraz žizni*], absence de soins à l'égard des enfants, maltraitance. Plus de la moitié des cas de retrait de la garde d'enfant concerne les mères célibataires²⁶. »

Il est important de comprendre ce dispositif dans l'analyse des pratiques institutionnelles des ex-Républiques soviétiques. Le système instauré en URSS visait avant tout la prise en charge de l'enfant au détriment du maintien de l'autorité parentale chez les filles-mères. Les pères des enfants abandonnés n'étaient pas pris en considération en raison de l'absence des mécanismes de reconnaissance de la paternité hors mariage.

Pour résumer, le phénomène de l'abandon d'enfant en Ukraine soviétique a connu des périodes d'intensité variable : dans les années 1920-1930, les autorités soviétiques ont fait face au nombre croissant d'enfants orphelins ou sans famille, qu'elles ont essayé d'encadrer au moyen des structures communautaires, sans diminuer l'ampleur du problème. La politique sociale des années 1930 a marqué un tournant vers l'appropriation par l'État du contrôle démographique : l'interdiction des avortements et l'occupation allemande ont concouru à la hausse du nombre d'enfants trouvés, le plus souvent délaissés par les filles-mères, et ceci jusqu'en 1944, y compris sur les territoires annexés à l'Ukraine soviétique en 1939 et en Transcarpatie, annexée en juin 1945²⁷. Dans les années d'après-guerre, de 1945 à 1950, l'État soviétique se substitue au père absent par l'ouverture des orphelinats-internats et la prise en charge publique de l'éducation des enfants élevés par les mères célibataires. Le discours moralisateur sur le « couple comme cellule de base de la nouvelle société soviétique » et la

Source : TransMONEE Data Base 2008 (pour l'année 1991) ; Comité d'État des statistiques de l'Ukraine, rapports annuels sur la protection sociale de l'enfance de 1999 à 2015.

diminution des aides financières depuis 1960 défavorisent directement les mères célibataires par rapport aux couples mariés. Depuis les années 1970 jusqu'à la fin 1980, les enfants refusés à la naissance et placés à la demande de la mère non-mariée représentent plus de la moitié des effectifs des orphelinats soviétiques. Ces enfants font rarement objet d'adoption, car ce type d'accueil n'est pas favorisé en dehors du cadre intrafamilial.

L'ABANDON D'ENFANT EN UKRAINE POST-SOVIÉTIQUE (1990-2016)

Les années 1990 qui ont suivi la dissolution de l'URSS ont été marquées, et ceci jusqu'en 2005, par l'émergence d'importants problèmes sociaux. Le

Source : Comité d'État des statistiques de l'Ukraine, *Nombre annuel d'enfants adoptés*, [<http://www.ukrstat.gov.ua/>].

28. Comité d'État des statistiques de l'Ukraine, *Deržavna dopovid' pro stanoviše ditej v Ukraïni*, Kyïv, Nacional'nij institut simi i molodi, 2000, p. 39 (ukr.)

29. BUDZINS'KA Olha, « Pravovi aspekti usinovlennâ ukraïns'kih ditej », *Ŭridičnij žurnal*, 2, 2009.

30. *Ibid.*, p. 40.

bouleversement sociétal et économique a accentué la précarité des populations fragilisées, dont les mères célibataires. Un rapport du ministère de la Famille ukrainien, édité en 2000, attire l'attention sur un pic des abandons de très jeunes enfants depuis 1995, au-delà des capacités d'accueil des orphelinats²⁸ (Graphique 1). Les données d'avant 1999 ne sont pas disponibles, mais on sait qu'entre 1994 et 1996 l'Ukraine a connu un moratoire sur les adoptions internationales et que plusieurs responsables d'hôpitaux locaux ont été jugés pour avoir proposé des nouveau-nés à l'adoption contre rémunération (notamment à L'viv, Ternopil', Odessa, Harkiv²⁹).

La proportion des nouveau-nés et des jeunes enfants abandonnés par les filles-mères est particulièrement élevée dans les régions de Dnipropetrovsk, Donec'k, Zaporizžâ, Mikolaïv, Odessa, Harkiv et Herson³⁰. En Ukraine post-soviétique, ces mères représentent l'une des catégories sociales les moins protégées, tandis que les naissances hors mariage se banalisent et que les divorces augmentent. Ces phénomènes marquent surtout la génération née dans les années 1980 et qui entre dans la vie active au cours des années 1990-2000, en rupture avec les générations précédentes qui ont vécu la grande partie de leur vie en URSS. Dans d'autres régions de l'Ukraine, dont le nord et le centre du pays, la pauvreté et le retrait de l'autorité parentale sont parmi les principales

causes des placements d'enfants. Cette augmentation du nombre d'enfants abandonnés se produit sur fond d'une chute rapide des naissances et d'un taux élevé des avortements (un des plus élevés parmi les pays d'Europe³¹). La même tendance est observée pour des enfants appartenant à d'autres catégories d'âge : en 1999, les autorités déclarent 103 400 mineurs placés sous tutelle en Ukraine. Leur nombre s'accroît à 108 000 en 2008 pour baisser ensuite.

En 2005 le gouvernement ukrainien introduit une prime de naissance universelle qui est majorée en fonction du rang de l'enfant pour promouvoir la natalité³². Parallèlement, l'adoption nationale et internationale est elle aussi fortement encouragée (Graphique 2). En 2005, l'Ukraine est ainsi, derrière la Bulgarie et le Guatemala, le pays du monde qui envoie à l'adoption internationale le plus grand nombre d'enfants de moins de 5 ans par rapport au nombre d'enfants que compte le pays, et maintient cette position jusqu'en 2010³³.

En Ukraine post-soviétique, tout un dispositif légal encadre l'abandon d'enfant³⁴. La mère peut renoncer volontairement à l'autorité parentale et consentir à l'adoption de son enfant. Si l'enfant est né avec des malformations congénitales ou un handicap, la mère peut renoncer à sa garde conformément à l'article 143.3 du Code de la famille de l'Ukraine (en vigueur depuis 2002). Elle peut aussi consentir à l'adoption dans le cas d'une situation financière et sociale difficile. Sa demande est attestée par le médecin en chef de la maternité ou l'hôpital pédiatrique. La mère peut consentir seule à l'adoption de l'enfant sans l'accord du père, si celui-ci n'a pas reconnu l'enfant³⁵. Le consente-

31. En 2007, le taux d'IVG était de 44,9 pour 100 naissances, et 81 % des femmes qui y avaient eu recours étaient âgées de 18 à 34 ans. Ministère de la Santé de l'Ukraine, *Aborti ta kontracepciâ v Ukraïni*, Kyïv, 2008, p. 13.

32. Résolution n° 315 du 21/04/2005, « De l'ordre d'administration et de versement d'allocation aux familles avec des enfants », Cabinet des ministres de l'Ukraine.

33. MIGNOT Jean-François, « L'adoption internationale dans le monde : les raisons du déclin », *Population et Sociétés*, 519, février 2015, p. 1-2.

34. Dans la législation ukrainienne, le « refus d'enfant » [ukr. *vidmovitisâ vid ditini*] renvoie au document signé par la mère concernant le renoncement à l'autorité parentale, tandis que l'abandon d'enfant fait référence à la situation des enfants trouvés ou délaissés dans les maternités sans que la mère puisse être retrouvée pour signer les documents légaux. Ces documents sont nécessaires pour attester la légalité du placement de l'enfant sous la tutelle de l'institution. Le document relatif au consentement à l'adoption de l'enfant n'a pas de forme juridique standardisée et reste facultatif.

35. Code de la famille de l'Ukraine (CFU), art. 220.2.

36. CFU, art. 217, suite à la modification de la législation en 1994-1995.

37. CFU, art. 143. Depuis 2015, cet acte précise si l'enfant a été abandonné, trouvé ou non-repris à la maternité, et mentionne l'identité de la mère (si elle est connue ou établie à partir du dossier médical de la mère).

38. CFU, art. 209.

39. CFU, art. 222.

40. MYKYTYN-GAZZIERO Olha, *Enfants placés en Ukraine. De l'exclusion sociale à l'abandon d'enfant. Récits des mères*, Paris, Karthala, 2014, 289 p.

ment à l'adoption de l'enfant est un acte libre et concerne les enfants âgés de plus de 2 mois. La mère biologique a un délai de deux mois pour se rétracter et révoquer sa décision devant le tribunal³⁶. À l'issue de ce délai, l'institution d'accueil de l'enfant devient son tuteur légal. Si la mère ne reprend pas l'enfant de la maternité, l'hôpital établit l'*Acte sur l'enfant abandonné*³⁷ et l'enfant est déclaré adoptable au bout de deux mois³⁸. L'article 164.1 du Code de la famille de l'Ukraine prévoit la déchéance de l'autorité parentale dans le cas de l'abandon de fait ou d'absence de visites parentales à un enfant placé en institution pendant une période de plus de six mois. Si la mère ne se présente pas à l'audience du tribunal, le retrait de l'autorité parentale est prononcé en son absence³⁹.

Le constat de la hausse du nombre d'abandons et de placements d'enfants pendant les années 1990, dans le cadre légal décrit ci-dessus et sur fond de décroissance démographique rapide, a motivé l'étude de terrain que j'ai entreprise en Ukraine pour comprendre les causes majeures de ce phénomène mal connu et peu documenté.

ENQUÊTE DE TERRAIN EN UKRAINE (2006-2010)

Dans le cadre de ma recherche doctorale, cette enquête de terrain a été menée entre 2006 et 2010 dans la région de la Transcarpatie (ouest de l'Ukraine), afin de recueillir les témoignages des mères confrontées à l'abandon d'enfant. Le but de cette recherche était de comprendre les motifs qui poussent les mères à cette décision et de situer cet acte dans leur parcours de vie. La démarche méthodologique a été fondée sur des entretiens semi-directifs biographiques complétés par des entretiens non directifs. Elle a permis de recueillir les récits de vie de six jeunes mères âgées de 16 à 20 ans au moment de la prise de décision relative à l'abandon de leur enfant (nouveau-né ou en bas âge⁴⁰). L'échantillon complet de l'enquête a été constitué de vingt-deux jeunes mères non-mariées âgées de moins de 26 ans, dont seize qui ont gardé leur enfant, et de sept hommes, leurs compagnons au moment de l'entretien, parmi lesquels deux étaient les pères des enfants abandonnés.

Souhaitant aller au-delà des histoires retracées dans les dossiers des enfants placés, j'ai saisi toute occasion qui se présentait pour rencontrer les mères confrontées au placement ou à l'abandon d'enfant. Les mères retenues pour l'entretien ont été sélectionnées en fonction de critères tels que leur âge au moment de la naissance du premier enfant (notamment les mères adolescentes

âgées de 14 à 18 ans), leur situation familiale (fille-mère ou non-mariée avec le père de l'enfant) et la précarité de leurs conditions de vie (difficultés à subvenir à leurs besoins, absence d'allocations familiales). La plupart des mères ont été contactées au sein des orphelinats au cours de l'année 2006 : pour les enfants de 0 à 3 ans, à la maison d'enfants de Svaljava, qui accueillait 160 enfants pour 150 places au moment de l'étude ; pour les enfants de 4 à 8 ans, à l'orphelinat de Činadijevo, qui accueillait 95 enfants pour 100 places, et à l'hôpital pédiatrique d'Oujhorod. La maternité d'Oujhorod recense une douzaine de nouveau-nés abandonnés par an dans une ville de 115 000 habitants. D'autres femmes de mon échantillon m'ont été présentées lorsque je visitais des mères pour les interviewer à leur domicile (à Oujhorod, Mukačevo, Svaljava et Perečín). Si la composition de ma cohorte d'étude présente un certain biais du point de vue ethnique, ce n'est pas le résultat d'un choix délibéré puisque l'origine ethnique ne faisait pas partie des critères de sélection, mais simplement d'une caractéristique de mon échantillon qui rend plus visible l'exclusion sociale dont sont victimes certaines catégories de mères, en particulier les Roms. Pour autant, les femmes issues de cette minorité n'étaient pas les seules mères défavorisées qui ne bénéficiaient pas d'allocations ou d'aides financières à la naissance de leurs enfants : les mères ukrainiennes n'ayant jamais travaillé ou sans adresse de résidence déclarée en étaient également exclues.

Les témoignages des acteurs institutionnels, qui ont donné lieu à trente entretiens, ont été recueillis dans l'ensemble des orphelinats et des hôpitaux mentionnés, ainsi qu'auprès des représentants des autorités sociales (à Oujhorod : le service social municipal, le foyer d'accueil des femmes, la police criminelle des mineurs ; et au niveau régional de la Transcarpatie : les ministères de la Santé, de l'Éducation et des Affaires sociales). À Kyïv, les entretiens ont été menés avec les représentants du ministère de la Famille et du Département national d'adoption. Ils ont permis de confirmer l'absence de suivi des mères déboutées lors de la demande d'allocations et le recours fréquent à la déchéance de l'autorité parentale des mères après le placement de l'enfant pour accélérer les procédures d'adoption. En 2015, une étude sur les « boîtes à bébés » – littéralement « fenêtres de la vie » en russe –, qui ne sont rien d'autre qu'une version modernisée des tours d'abandon du XIX^e siècle, et qui ont été installées récemment dans plusieurs villes ukrainiennes⁴¹ pour prévenir les infanticides en permettant aux femmes de déposer leur enfant dans une structure médicale

41. En 2015, ces « boîtes à bébé » existent à L'viv, Luc'k, Ternopil', Boryspil', Rivne, Vinnicâ, Ivano-Frankivsk, Snâtin, Mukačevo, Odessa, Pavlograd, Makiïvka.

42. MYKYTYN-GAZZIERO Olha, « Ukraine (Est) : protection des enfants abandonnés ou séparés de leur famille dans un contexte de conflit armé », *Bulletin mensuel du CIR-SSI*, Centre International de Référence pour les droits de l'enfant privé de famille – Service Social International, n° 200, mars 2016, p. 4-6.

43. Les prénoms ont été changés pour préserver l'anonymat des mères rencontrées.

ou sociale sans être vues et sans révéler leur identité, montre que les maternités et les hôpitaux pédiatriques demeurent les seuls interlocuteurs des mères en détresse, quand celles-ci ne sont pas tout bonnement livrées à elles-mêmes⁴².

Les mères face à la décision de l'abandon d'enfant

L'abandon d'enfant peut survenir quelques jours ou semaines après la naissance ; parfois au cours des premiers mois, quand la mère se retrouve seule et démunie face à l'impossibilité d'assurer le minimum de soins à l'enfant. C'est une décision complexe qui résulte de trajectoires individuelles très diverses, dont la singularité ne doit pas être négligée. Les données recueillies permettent d'abord d'observer les situations sociales qui créent l'abandon d'enfants dans l'Ukraine d'aujourd'hui. Ces témoignages révèlent ensuite le fonctionnement d'un système institutionnel qui n'a pas beaucoup évolué depuis l'époque de l'URSS.

Marta : l'abandon d'enfant comme stratégie de survie

J'ai rencontré Marta à Oujhorod, grâce à la femme qui a adopté son fils et qui a fait des recherches pour retrouver les parents biologiques de celui-ci, abandonné à l'âge de 10 mois⁴³. Au moment de notre rencontre, Marta était âgée de 26 ans et était déjà mère de quatre enfants, dont deux abandonnés à l'hôpital en bas âge. Elle avait grandi dans un internat, où elle avait été placée après la séparation de ses parents et à la suite de l'incarcération de son père. À l'âge de 16 ans, de retour dans sa ville natale, elle avait fait la connaissance de Serhii, dont elle était tombée enceinte. Au début, le couple vivait chez les parents du jeune homme, mais après l'accouchement, Marta et son bébé se retrouvèrent au centre d'un conflit intrafamilial qui se solda par son départ.

La mère de Serhii m'a mise dans la rue en plein hiver pendant que la neige tombait. Elle disait que j'avais eu l'enfant avec un autre homme, parce que le bébé ne ressemblait pas à Serhii. Et moi, je savais que c'était son fils, mais je ne pouvais pas le prouver. Serhii courait derrière moi, pour m'apporter un T-shirt avec lequel je protégeais le bébé du froid. Il ne pouvait pas s'opposer aux siens. Il est rentré chez lui. Et moi, je suis restée dehors avec l'enfant. [...] J'ai dû chercher un endroit pour dormir. Je vivais dans la rue. Je dormais avec le bébé dans les entrées d'immeubles. Le jour, je rôdais à côté de leur maison. Il faisait froid et je pleurais beaucoup. Après, je devais chercher à manger... je ramassais

les épluchures des pommes de terre et je les apportais à une dame qui avait des chèvres. Elle me donnait en échange un peu de lait pour le bébé. J'ai perdu mon lait quand Jan avait deux mois et je ne pouvais plus l'allaiter. C'est peut-être aussi parce que je ne mangeais pas bien. Quelques fois je revenais chez la belle-mère, je la suppliais de nous accueillir. Mais elle me mettait de nouveau dehors. Je n'avais pas de biberon, ni de poussette. [...] Jan est né petit, il pesait 2,600 kg. Chez ma belle-mère, je mangeais peu pendant la grossesse, parce qu'on ne me laissait pas m'asseoir à table. J'avais les restes. Je me souviens de tout. Et je pleurais beaucoup. » [Marta, 26 ans, 18/08/2006, Oujhorod, 2^e entretien.]

Marta était mineure à la naissance de son premier enfant. Déjà lors de l'accouchement, son jeune âge n'a pas été apprécié par le personnel médical, qui l'a traitée « à la dure ». En dépit de sa situation de fille-mère adolescente et sans domicile fixe, l'hôpital n'a pas adressé Marta à un service social. Par la suite, quand elle est venue à l'hôpital avec son fils malade, on lui a directement proposé de le placer en orphelinat.

Je m'inquiétais beaucoup, j'angoissais. J'étais à bout de nerfs. Jan est devenu « très nerveux. Il s'en souvient sûrement, même s'il était bébé, de ce que nous avons vécu ensemble. C'était une vie "inhumaine". J'étais seule, je n'avais personne chez qui aller. Je mangeais peu, j'étais une sans domicile fixe. Quand j'ai été enfant, j'ai souffert de l'abandon. Je ne voulais pas que cela arrive à mes propres enfants. Mais j'ai dû le laisser à l'hôpital, il était malade et j'avais peur qu'il meure avec moi. » [Marta, 26 ans, 17/08/2006, Oujhorod, 1^{er} entretien.]

Ayant accepté le placement de Jan en orphelinat, Marta a trouvé un travail comme balayeuse au marché et par la suite en tant que femme de ménage dans un dépôt de transport. Deux ans après l'abandon de Jan, Marta qui n'avait que 18 ans, s'est remise en couple avec Serhii et a donné naissance à une fille, Alina, qu'elle a gardée. Marta n'est jamais allée rendre visite à son fils placé dans une maison d'enfants de Svaljava, à 60 km de la ville où elle habitait. Cet orphelinat accueille près de 150 enfants âgés de 0 à 3 ans, dont 10 % seulement sont des orphelins et 90 % des enfants abandonnés par les mères ou placés par elles avec le maintien de l'autorité parentale⁴⁴. Comme la jeune femme n'a jamais signé le document par lequel elle aurait officiellement renoncé à son autorité parentale,

44. Ces données proviennent du rapport annuel de la maison d'enfants de Svaljava et de l'entretien avec le médecin en chef de l'hôpital pédiatrique d'Oujhorod.

elle en a été purement et simplement déchue. C'est au moment de l'adoption de son fils à l'âge de 4 ans, que les services sociaux ont retrouvé sa trace.

Quand Alina est née, j'ai pensé moins à Jan. Non, je ne l'ai pas oublié, mais « j'ai commencé à m'angoisser moins pour lui. Je me suis habituée à l'idée qu'il n'était plus avec moi, qu'il était ailleurs. Quand il y a quatre ans, on m'a appelée au tribunal et qu'on m'a dit que mon fils avait été adopté à l'étranger, j'ai cru que j'allais mourir. Je l'avais sous mes yeux tout le temps – un bébé qui n'a pas grandi avec moi et que je n'ai pas vu grandir. Je priais beaucoup. » [Marta, 26 ans, 01/09/2006, Oujhorod, 9^e entretien.]

Quelques années plus tard, une nouvelle épreuve est intervenue dans la vie de Marta : Serhii a été accusé de vol et incarcéré ; et elle s'est retrouvée de nouveau seule et sans moyens de subsistance. Elle a alors décidé de confier la garde de sa fille à des parents éloignés pendant qu'elle emménageait chez un nouveau compagnon. Les violences répétées qu'elle subissait de la part de ce dernier ont mis fin à leur couple. Mais Marta était de nouveau enceinte.

Après que je suis venue vivre chez lui, très vite il est devenu méchant. Il me « battait fort, et une fois il s'est jeté sur moi avec un couteau. À cette époque-là, j'étais déjà enceinte. Il a voulu me tuer. Je t'ai montré déjà la cicatrice que j'ai sur l'épaule. C'est un souvenir de lui. Il m'a bien blessée. Je me suis enfuie, car j'avais peur qu'il me tue. Il n'est jamais venu à la maternité quand Darina est née, il ne l'a jamais vue. Quand je suis sortie de la maternité, je suis allée chez ma belle-mère [l'épouse de son père⁴⁵] avec le bébé. [...] Mais quand Darina a eu 3 mois, je me suis sentie obligée de la donner à Svaljava. » [Marta, 26 ans, 26.08.2006, Oujhorod, 5^e entretien.]

45. Il s'agit de la même femme qui avait placé Marta à l'âge de 8 ans à l'internat pendant que son père purgeait sa peine de prison. Les relations de Marta avec cette femme ont toujours été tendues, bien qu'elle lui avait confiée sa fille Alina pendant quelque temps.

Marta avait décidé de laisser cet enfant à l'hôpital comme elle l'avait fait avec Jan. Un jour, elle m'a montré la photo de sa fille :

Sur cette photo, c'est Darina, mon bébé. Je l'ai abandonnée quand elle avait « 3-4 mois [l'enfant est née en 2003]. Je ne l'ai pas abandonnée tout de suite. J'hésitais. Je me souvenais bien du mal que j'ai eu à me séparer de Jan. Mais après tout, je n'avais pas de choix. Serhii était sorti de prison. Je l'ai croisé dans la rue. Il m'a dit que nous pouvions essayer de faire la paix. Maintenant, je prie

pour que ma fille soit adoptée. Enfin, j'espère. Je n'ai pas oublié mes enfants, même si je n'en parle pas aux autres. » [Marta, 26 ans, 22/08/2006, Oujhorod, 4^e entretien.]

Sans minimiser sa responsabilité personnelle, Marta a décrit le processus décisionnel qui l'a conduite à l'abandon de ses enfants en rapport étroit avec le contexte de la marginalité. En effet, sa trajectoire sociale – l'expérience de vivre sans domicile fixe et sa condition de fille-mère – a fortement restreint ses capacités d'agir dans les situations de détresse. En raison de l'absence de documents prouvant son adresse de résidence, Marta s'est vue refuser sa demande d'allocations familiales, et n'a pas pu enregistrer ses enfants à l'état civil. En apprenant que sa fille était toujours en orphelinat, Marta n'a pas caché son désespoir, mais il lui était impossible de reprendre l'enfant.

Inna : une mère ambivalente

Au moment de mon entretien avec Inna, elle était au terme de sa deuxième grossesse, tandis que son premier enfant, Kostia, âgé de 12 mois, multipliait les séjours dans la « chambre des enfants abandonnés », une pièce réservée au séjour des enfants en attente de transfert dans un orphelinat, de l'hôpital pédiatrique d'Oujhorod. Le médecin en chef du service qui accueillait le petit garçon, m'avait sollicitée pour mieux connaître la situation de cette femme :

L'enfant est chez nous depuis une année. Sa mère est âgée de 15 ou 16 ans. « C'est une fille-mère. L'enfant est né et elle nous l'a apporté âgé de quelques semaines. Pendant six mois nous n'avons plus revu la mère. L'hôpital a commencé à préparer les documents pour son transfert à la maison d'enfants de Svaljava et l'autorisation de son adoption [il s'agit de la procédure de déchéance judiciaire de l'autorité parentale visant toute mère dont l'enfant a été placé et qui pendant une période de six mois ne lui rend pas visite]. Nous en avons informé la mère à travers le médecin du quartier. La mère a été convoquée à l'hôpital pour signer le "refus d'enfant". Quand elle est venue nous avons appris qu'elle n'avait pas de documents d'identité. Et sans documents nous ne pouvons rien faire. En attendant qu'elle fasse les papiers, l'enfant reste à l'hôpital. Mais, vous comprenez, nous n'avons pas de temps à perdre avec lui, nous avons des enfants malades. Il n'y a pas longtemps, nous avons reçu la visite d'un couple d'étrangers qui souhaitait adopter Kostia. Mais quelqu'un a averti la jeune mère. Elle est

venue le lendemain, elle a pris l'enfant dans ses bras et s'est mise à pleurer : "Ne le donnez à personne, il est à moi !" Elle a discuté avec le chef de service et a repris l'enfant à la maison. Deux jours après, elle a ramené son fils dans le service des maladies infectieuses ! C'est une menteuse ! Elle ne veut rien signer, mais elle veut qu'on s'occupe de son fils. » [Médecin en chef du service de pédiatrie, Hôpital pédiatrique d'Oujhorod, septembre 2006, Oujhorod, 2^e entretien.]

J'ai rencontré Inna quand elle a été convoquée pour un entretien avec le juriste de l'hôpital. La jeune femme a évoqué une pression de l'institution pour lui faire accepter le transfert de son fils en orphelinat.

Je n'ai encore rien signé. Ils attendent que je récupère mon passeport. Nous « avons utilisé toutes nos économies pour le faire. Je ne sais pas quoi faire, j'ai tellement peur [...] À l'hôpital, ils disent qu'ils ne peuvent plus garder l'enfant. Ils disent qu'il n'est pas malade. On m'a dit que si je n'accepte pas de signer le papier pour l'orphelinat, ils vont envoyer la police pour me retirer la garde de l'enfant. » [Inna, 17 ans, 20/09/2006, Oujhorod, 1^{er} entretien.]

En me rendant à son domicile, j'ai découvert qu'Inna vivait en couple avec le père de ses enfants. Ne pouvant pas déclarer sa paternité, car il n'avait pas de documents d'identité en raison de l'absence d'adresse de résidence [ukr. *propyska*], Igor s'opposait au placement de son fils. Le couple espérait obtenir des allocations familiales pour l'enfant à naître et récupérer son premier enfant. Mais Inna ne paraissait pas aussi convaincue que son compagnon d'y parvenir. L'arrivée de leur fils avait aggravé leur situation matérielle déjà précaire : en raison de leur âge et de l'absence de scolarité achevée, les jeunes gens survivaient grâce à la mendicité et à l'économie informelle, Igor travaillant comme ouvrier journalier « au noir » sur les chantiers privés. Ils n'avaient pas de contact avec leurs familles. Inna a décrit son expérience de mère adolescente avec un sentiment de fatalité. Le faible espacement des grossesses n'était pas une surprise pour elle, car le couple n'utilisait pas de contraception, en raison de son coût, et n'avait pas pu envisager l'IVG du fait de la découverte tardive des grossesses. Au bout de deux semaines d'échanges tendus avec l'hôpital, la jeune mère a fini par signer les documents autorisant le transfert de son fils en orphelinat.

Maryna: un abandon en secret

En Ukraine, il n'est pas rare que les mères gardent secret l'abandon ou le placement de leur enfant en institution. Dans le cas d'une grossesse accidentelle, les jeunes femmes cherchent à avorter. Si elles dépassent le délai légal (3 mois de grossesse) et ne veulent pas garder l'enfant, elles doivent envisager le placement de l'enfant à la naissance. La plupart d'entre elles établissent ainsi une distance symbolique entre leur vie avec et sans enfant. La rupture de toute relation avec le père de l'enfant, lorsque celui-ci est né hors mariage ou issu d'une union éphémère, peut jouer un rôle décisif.

L'histoire de Maryna illustre ce type de parcours. Cette jeune femme a grandi dans une famille nombreuse dans un village. Elle a rencontré le père de son enfant dans un bar où elle travaillait comme serveuse, et l'a épousé après être tombée enceinte. Elle avait alors 21 ans. Après seulement quelques mois de vie commune, le couple, qui habitait chez les parents de la jeune femme, s'est séparé. Suite à une dispute, le jeune homme est en effet parti définitivement. Peu de temps après l'accouchement, Maryna a décidé de partir à Oujhorod pour trouver un travail, puis elle est revenue chercher l'enfant chez sa mère, à qui elle l'avait confié. Quelques semaines plus tard, elle l'a placé en orphelinat sans en informer sa famille.

Je me suis rendue à l'adresse indiquée par la directrice de l'orphelinat : il s'agissait d'un petit village du district de Perečîn perdu au creux des montagnes. J'ai longtemps cherché le domicile de Maryna, avant qu'enfin une personne ait pu m'indiquer la maison de ses parents. C'est ainsi que j'ai rencontré la mère de Maryna qui m'a parlé du vécu de sa fille.

Maryna est divorcée. L'enfant porte le nom du père. Ils ne se sont pas entendus pour vivre ensemble, ils se disputaient. Maryna a terminé l'école secondaire ici, et a travaillé dans un bar pendant quelque temps. Après elle a décidé de partir à Oujhorod et a pris l'enfant avec elle [...]. Fedir est son fils unique. Elle n'a pas d'autres enfants. Je ne sais pas pourquoi elle a fait ça. Nous sommes une famille unie ! Quand Maryna est partie à Oujhorod, elle travaillait au début à l'usine de produits chimiques, ensuite à la FNK [fabrique de meubles], et maintenant à l'usine Yazaki à Minaï. Maryna est contrôleur, et elle a un bon salaire, 500 Hryvnias par mois [équivalent de 70 euros]. D'abord Maryna louait une chambre sans meubles. Table, chaise et c'était tout. Je gardais son fils au village pendant ce temps, et elle nous donnait une partie de son salaire. Je sais qu'elle

est de nouveau en couple. Mais je n'ai jamais rencontré son nouveau compagnon. Mais pendant une de ses visites, nous nous sommes fortement disputées, et elle est partie avec l'enfant. » [Mère de Maryna, 53 ans, 18/09/2006, village du district de Perečín, 1^{er} entretien.]

Malheureusement, je n'ai pas pu rencontrer Maryna. En revanche, à la maison d'enfants de Svaljava, j'ai échangé avec deux autres jeunes mères qui avaient caché leur grossesse puis la naissance de leur enfant à leurs proches. L'une d'elles, âgée de 19 ans, avait signé les documents relatifs au placement directement à la maternité. Elle a gardé secrète la naissance dans l'espoir de se marier « en femme honnête ». Quant à l'autre jeune femme, son nouveau-né a été gardé par une parente au village, pendant qu'elle vivait en ville. Au décès de cette tante, elle a renoncé à l'autorité parentale à l'égard de l'enfant, par crainte de ne jamais trouver à se marier. Pour elle, cet enfant représente « le passé » ; un passé qu'elle n'a pas réussi à surmonter.

Les parcours de ces jeunes mères sont certes singuliers, mais ils illustrent la complexité des contraintes qui peuvent conduire à l'abandon d'enfant. Les conditions de vie en Ukraine, dont les structures sociales et administratives conservent l'empreinte soviétique, marginalisent dans leur propre pays les jeunes mères qui se retrouvent dans des situations d'exclusion sociale et civique. Marta et Inna sont mères adolescentes, vivent en ville, mais si leurs situations sociales se ressemblent, elles n'entretiennent pas les mêmes rapports avec les pères de leurs enfants. Marta s'est séparée de ses deux compagnons avant d'abandonner les enfants. En revanche, Inna n'était pas une mère célibataire, puisqu'elle partageait son quotidien avec le père de l'enfant. Dans les deux cas cependant, les jeunes femmes ne maîtrisaient pas la contraception. Le fait qu'elles soient issues d'un milieu urbain très pauvre ne favorisait pas les contacts avec les services sociaux et médicaux. Malgré leur situation profondément précaire, toutes les deux se sont vues refuser leur demande d'allocations au motif qu'elles ne pouvaient justifier d'une adresse de résidence stable. Quant à Maryna, qui a vécu à la campagne, son parcours reflète avant tout le délaissement d'enfant causé par les préjugés qui peuvent peser sur les mères célibataires ou divorcées, en particulier en milieu rural.

Il apparaît donc que, pour certaines mères, l'abandon s'inscrit dans une stratégie de survie de l'enfant, puisqu'il lui permet d'échapper à la misère voire

à la mort, tandis que pour d'autres, c'est une conséquence de l'impossibilité de se projeter dans l'avenir avec l'enfant, du fait principalement de la pression des proches ou du nouveau compagnon. L'emprise des normes culturelles et symboliques résulte également du discours qui fait peser la responsabilité des grossesses accidentelles et de l'abandon des enfants illégitimes uniquement sur les femmes.

Le pouvoir institutionnel et les mères « abandonnantes »

Les récits des mères évoquent l'enchevêtrement de facteurs qui rendent à la fois inévitable et irréversible leur décision : une fille-mère se retrouve souvent seule à assumer la charge de l'enfant ; la naissance hors mariage est vécue comme compromettante pour l'avenir de la jeune femme ; le dispositif institutionnel facilite le placement des enfants comme unique solution proposée aux femmes en détresse, quand il ne va pas jusqu'à exercer des pressions explicites sur la mère jugée inapte à élever sa progéniture en raison de son jeune âge, de sa situation familiale ou de sa marginalité. Ces trois composantes semblent inscrire l'abandon d'enfant dans l'Ukraine d'aujourd'hui dans la continuité des pratiques d'assistance à l'enfance mises en place du temps de l'URSS.

Au sein des institutions, deux situations d'abandon d'enfant ont été fréquemment décrites : celle de la fille-mère, souvent étudiante ou originaire de la campagne, et celle de la femme mariée dont l'enfant est né d'une relation extraconjugale. Le regard que porte le personnel des institutions sur ces catégories de femmes permet de saisir les préjugés qui pèsent sur elles :

Dans les villages de la Transcarpatie, une jeune femme non mariée ne peut « aller se faire avorter. Ce n'est pas acceptable. Si elle avorte avant le mariage, personne ne l'épousera. Quand une jeune femme part pour faire des études ou en apprentissage en ville, même seulement pour un ou deux ans, il peut arriver qu'elle tombe enceinte. Elle n'est plus dans son village, où tout le monde connaît son fiancé. Si elle retourne dans le village avec l'enfant, c'est de la honte pour toute sa famille [dial. *pozor*]⁴⁶. » [Éducatrice, 28 ans, Maison d'enfants de Svaljava, 21/04/2006, Svaljava, 1^{er} entretien.]

46. Abréviation : dial. – en dialecte de Transcarpatie (Svaljava).

Ce jugement moral est souvent renforcé par l'attitude sociale : si un nombre croissant de jeunes ont des relations sexuelles hors mariage, l'abandon d'enfant

est couramment associé au discours qui décrit les filles-mères comme « celles qui ont fauté ». Le mariage reste une valeur forte, surtout dans les campagnes ukrainiennes, où les jeunes filles se marient entre 17 et 20 ans. En ville, une jeune fille non-mariée à l'âge de 28-29 ans n'est plus considérée aujourd'hui comme une exception, bien que la pression familiale soit également présente pour régulariser les relations de couple par le mariage. C'est pourquoi une jeune fille de la campagne qui tombe enceinte au cours de son séjour en ville pour les études ou le travail, ne peut pas envisager de rentrer chez elle en tant que mère célibataire, puisque cela lui interdirait purement et simplement de se marier au sein de sa communauté villageoise. Dans de rares cas, les jeunes mères confient leur enfant à leurs propres parents ou à des proches, puis partent s'installer en ville, à la fois pour gagner leur vie et se marier. D'autres doivent se résoudre à l'abandon de leur enfant dès la naissance ; d'autres encore optent pour le placement dit « temporaire » en orphelinat, avec le risque élevé de perdre leur autorité parentale.

Souvent nous parlons avec les jeunes mères qui veulent abandonner leurs « enfants. Mais nous ne savons rien du père de l'enfant. Qui est-il, d'où vient-il, sont-ils ensemble ? Les mères refusent d'en parler. Évidemment, elles ne sont pas mariées. Dans les villages, les femmes ont peur d'élever un enfant sans père [ukr. *bezbatčenko*]. Les femmes se sentent jugées, elles ont honte de vivre avec un enfant et sans mari. Elles ont peur de ne plus pouvoir se marier et qu'on parle mal d'elles, qu'on les montre du doigt : "Ah, regarde, c'est celle-là qui a eu un enfant d'un tel !" De plus, matériellement, c'est très dur pour une mère seule d'éduquer un enfant. C'est différent si sa famille est au courant. Mais beaucoup de jeunes femmes n'avertissent pas leurs parents et préfèrent placer l'enfant en secret. » [Infirmière, 44 ans, Maison d'enfants de Svaljava, 10/05/2006, Svaljava, 1^{er} entretien.]

Encore dans l'Ukraine d'aujourd'hui, l'usage de la contraception (la pilule, le DIU ou le préservatif) est relativement peu répandu ; tandis que l'avortement est fréquemment pratiqué en cas de grossesse non-planifiée. Si la contraception est mieux maîtrisée par les jeunes femmes plus instruites ou issues des classes moyennes, la croyance est largement partagée dans les milieux populaires qu'elle est réservée aux femmes qui entretiennent des relations stables, ou qui ont déjà donné la naissance à un premier enfant. Les IVG « anonymes », pour les

femmes désireuses de ne pas révéler leur identité, se pratiquent couramment contre une rémunération directe du praticien dans le cadre médical. La transgression des normes sociales par les jeunes vivant en couple non marié et la migration pour le travail d'un des conjoints sont souvent évoquées comme quelques-uns des principaux ressorts des grossesses accidentelles.

Si une femme ne veut pas tomber enceinte, il y a toujours un moyen de «prévenir la grossesse. Mais parfois, nous rencontrons des adolescentes, qui ignorent tout, vraiment tout, et cela fait peur. Ou bien ce sont des femmes mariées. Elles ont eu déjà des enfants, elles doivent prendre des précautions. Elles tombent enceintes, et nous amènent leurs enfants, car ils ne sont pas de leurs maris. Maintenant beaucoup de couples vivent séparés, car les maris migrent pour le travail saisonnier en Russie, en Pologne, en Italie ou ailleurs. Ou bien, ce sont des femmes migrantes ou étudiantes qui vivent loin de leurs familles. » [Infirmière, 44 ans, Maison d'enfants de Svaljava, 10/05/2006, Svaljava, 1^{er} entretien.]

De même qu'en URSS, dans l'Ukraine actuelle, une fille-mère qui exprime sa détresse sociale face aux difficultés d'entretien de son enfant, ne se voit pas proposer d'autre solution que le placement de celui-ci à l'Assistance publique. Les centres d'accueil pour les mères et leurs enfants sont rares, et certaines femmes privées de tout soutien familial privilégient la séparation d'avec l'enfant. Au sein des institutions, on considère que l'abandon s'inscrit dans la prolongation du système mis en place pendant la période soviétique, quand l'État était considéré comme responsable de l'entretien et de l'instruction des enfants, tandis que les mères en étaient comme déresponsabilisées, leur rôle économique et leur statut de travailleuses étant alors davantage valorisés que leur fonction d'éducation et d'élevage. Aujourd'hui, les mères en détresse sont ainsi présentées parfois comme des profiteuses, tirant tous les avantages possibles du système d'assistance à l'enfance hérité de l'époque soviétique.

Je ne pense pas que le nombre d'enfants abandonnés va diminuer. Il y en avait des mères comme celles que nous accueillons pendant la période soviétique et il y en aura à l'avenir. On ne peut rien changer. Elles n'ont pas besoin de l'argent que l'État paye pour les aider à élever leurs enfants. » [Infirmière, 48 ans, Maison d'enfants de Svaljava, 20/08/2006, Svaljava, 1^{er} entretien.]

Pourtant, l'idée que ces mères profitent du système ne correspond absolument pas à la réalité : en raison de leur situation irrégulière (concubinage, absence de documents d'identité ou de domicile fixe), la plupart des femmes interviewées n'ont jamais obtenu ni allocations familiales ni aucune autre aide financière. Les témoignages des médecins chargés de l'admission des enfants abandonnés tant à l'hôpital qu'à l'orphelinat l'attestent également. C'est plutôt l'absence d'alternative et leur situation précaire qui expliquent le recours des filles-mères à l'abandon.

Regardez, ici nous avons les deux derniers arrivants. Demain, nous les « envoyons à Svaljava. Les deux mères ont signé les refus d'enfant la semaine dernière. Elles m'ont dit qu'elles n'avaient pas touché la prime de naissance. Parfois les mères nous donnent leurs vrais noms, mais parfois elles inventent leur identité [ces jeunes mères craignent en effet que la maternité informe leurs parents de la naissance de l'enfant, comme c'est prévu par la loi]. » [Médecin, hôpital pédiatrique d'Oujhorod, 30/08/2006, Oujhorod, 1^{er} entretien.]

Souvent stigmatisées dès qu'elles expriment leurs difficultés à assumer la charge de leur nouveau-né, ces jeunes mères, dont certaines sont encore adolescentes, réalisent *a posteriori* que la séparation physique d'avec l'enfant est indissociable de la séparation juridique. En effet, les dispositions légales et réglementaires en vigueur en Ukraine font que le placement se solde rapidement par le retrait de l'autorité parentale, ce que les femmes dont les enfants sont placés en orphelinat ignorent souvent.

Les rapports entre les mères et les institutions sont souvent caractérisés par des enjeux de pouvoir. En s'adressant à l'institution, la mère est déjà dans une situation de détresse. Face à l'autorité, incarnée par le médecin ou le juriste de l'hôpital, elle est vite confrontée à des pressions l'incitant à renoncer à la garde de l'enfant, voire à l'autorité parentale. Le règlement des structures d'accueil et les pratiques du personnel prétendent viser le seul bien-être de l'enfant, tandis que le maintien des liens avec la mère est loin d'être une priorité. Les droits des mères sont d'autant moins pris en compte que leur situation familiale et sociale est fragile. Des mères se sont vues refuser d'exercer leur droit de visite, pourtant prévu par la loi qui leur accorde un délai de rétractation de 2 mois, au motif qu'elles avaient déjà signé le refus d'enfant ou qu'elles s'étaient opposées au

transfert de l'enfant en orphelinat tout en étant dans l'incapacité de le prendre en charge. En la matière, le personnel des institutions suit des règles strictes :

Il y a des femmes qui viennent voir leur enfant après l'abandon. Mais on ne « les laisse pas entrer dans le service. Il faut l'autorisation du chef de service pour qu'elles puissent voir leurs enfants. Si elles viennent en dehors de l'heure de visite [12 h-13 h], nous ne pouvons les laisser entrer. Vous comprenez, ce sont des mères qui ont abandonné leurs enfants. Qu'est-ce qu'elles veulent encore ? Le médecin nous interdit de les laisser entrer. C'est très clair. C'est interdit. Si la mère a changé d'avis et qu'elle veut reprendre l'enfant à la maison, elle doit d'abord avertir notre direction. » [Aide-soignante, hôpital pédiatrique d'Oujhorod, 20/04/2006, Oujhorod, 1^{er} entretien.]

Dès que la mère accepte de signer les documents, l'enfant est transféré dans un orphelinat souvent situé à plusieurs kilomètres de son domicile. Une mère sans revenus ou avec des revenus modestes et irréguliers peut difficilement payer les frais de transport pour lui rendre des visites fréquentes. Si la mère décide de se rétracter et de reprendre son enfant à l'orphelinat, elle est vite confrontée à des obstacles de taille : une expertise des services sociaux doit notamment constater l'amélioration de ses conditions de vie, en particulier en matière de logement et de revenus. En réalité il est impossible aux jeunes femmes de satisfaire à ces conditions en l'espace de quelques mois ou même de quelques années. Il n'est dès lors pas étonnant de constater qu'un bon nombre de filles-mères, découragées par les difficultés à garder un contact avec leur enfant dans un contexte aussi hostile, se résignent d'elles-mêmes à couper tout lien avec l'institution, qui les déclare alors « fugitives ».

Quand une mère accepte de placer son enfant en institution, il lui est difficile de revenir sur sa décision. Le plus frappant est sans doute que la plupart des filles-mères ne renoncent pas volontairement à leur autorité parentale, mais sont simplement dans l'impossibilité de la conserver. Quant à l'adoption des enfants placés, elle est rendue possible par un ensemble de dispositions légales, qui exigent notamment le retrait définitif de l'autorité parentale à la mère de naissance.

La période post-soviétique en Ukraine se caractérise par une hausse quasiment continue du nombre d'abandons d'enfants entre 1991 et 2005, qui a été avant tout favorisée par le fait que le dispositif institutionnel de placement

hérité de l'URSS est demeuré la seule réponse des pouvoirs publics à la détresse sociale des filles-mères. Orienté vers l'accueil des enfants et non vers le maintien des liens entre la mère et l'enfant, ce système a favorisé le nombre croissant d'abandons d'enfants par les mères frappées par la misère et l'isolement. Depuis le milieu des années 1990, la pratique de l'adoption a pris une telle envergure en Ukraine que les orphelinats ont été confrontés à une situation de pénurie, où la demande dépassait largement l'offre. De nombreuses filles-mères se sont retrouvées en quelque sorte piégées par un dispositif institutionnel prompt à leur retirer l'autorité parentale afin d'avoir les mains libres pour décider de l'avenir des enfants tombés ainsi sous sa tutelle, tandis que d'autres femmes ont vu dans l'adoption, surtout internationale, la possibilité d'offrir un meilleur avenir à leur enfant. Ce n'est qu'à partir des années 2010 que les autorités publiques ont pris conscience de l'importance du phénomène, et se sont tournées vers une meilleure prise en charge des mères célibataires en situation de précarité sociale. Entre 2005 et 2015, ce sont ainsi 17 foyers d'accueil temporaire pour les mères et leurs nouveau-nés qui ont ouvert dans les différentes régions de l'Ukraine⁴⁷. Ces centres se proposent en outre d'élargir la période de prise en charge, puisqu'ils accueillent les mères dès le septième mois de grossesse et jusqu'à 18 mois après la naissance de l'enfant.

47. Résolution du Cabinet des ministres de l'Ukraine du 8/09/2005, n° 879, « Statuts du foyer social d'accueil des mères et des enfants ».

CONCLUSION

En URSS, l'abandon d'enfant résultait de la « double morale » : si le père de l'enfant qui n'assumait pas sa paternité était pardonné, la mère était jugée immorale et coupable. L'idéologie soviétique avait défini la maternité en termes de devoir social et avait instauré tout un système de prise en charge institutionnelle des enfants privés de soins parentaux. Encore aujourd'hui, en Ukraine, les grossesses accidentelles sont considérées comme étant de la seule responsabilité des femmes. Cette dissymétrie de genre est d'autant plus frappante que la plupart des abandons ont lieu lorsque la mère vit en concubinage avec le père de l'enfant ou se retrouve seule à élever l'enfant. L'abandon est indéniablement encouragé par l'absence de prise en charge sociale des mères en situation d'exclusion et par le jugement moral à leur encontre. L'État ukrainien a hérité d'une *culture de la bureaucratie soviétique* qui pèse sur l'ensemble des politiques sociales d'assistance. Cette culture renvoie avant tout à un système de pouvoir qui exclut des aides sociales les personnes pourtant dans le besoin mais dont la

situation dévie de la norme et du règlement. Les mères ayant pris la décision d'abandonner ou de placer leur enfant sont les témoins de ce système qui les exclut du dispositif de protection sociale, tout en dirigeant leurs enfants vers les institutions et l'adoption.

Les acteurs de l'assistance à l'enfance considèrent en effet tout placement d'enfant comme un acte irrévocable, tandis que, le plus souvent, les mères y voient avant tout une solution temporaire. Il en résulte un rapport de forces, nécessairement déséquilibré, entre les institutions qui considèrent ces mères comme ambivalentes et se refusent à leur proposer autre chose qu'un renoncement à leur enfant et le placement de celui-ci en orphelinat, et ces femmes pour qui l'abandon de leur progéniture est une stratégie de survie dictée par leur situation du moment. Le pouvoir qu'exerce sur elles l'institution s'ajoute aux multiples contraintes qui pèsent sur les filles-mères, et ne leur laisse pas d'autre choix que de se séparer, souvent définitivement, de leur enfant. Ainsi, le fonctionnement des institutions héritées du système soviétique en Ukraine a joué un rôle non-négligeable dans l'évolution du phénomène de l'abandon d'enfants pendant la période de la transition post-soviétique, et n'est pas étranger à la place de premier plan qu'a occupée le pays dans les flux globalisés de l'adoption internationale jusque dans la première décennie du *xxi*^e siècle.